



N° 3293

*ASSEMBLÉE NATIONALE*

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

DOUZIÈME LÉGISLATURE

*Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 31 août 2006.*

**PROPOSITION DE LOI  
DE SIMPLIFICATION**

*portant abrogation de la loi du 19 janvier 1942  
relative aux biens mis sous séquestre en conséquence  
d'une mesure de sûreté générale,*

*(Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration  
générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais  
prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)*

*PRÉSENTÉE*

*PAR M. JEAN-LUC WARSMANN*

*Député.*

## EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

*La France se trouve engagée depuis plusieurs années, dans un important processus de simplification du droit et des procédures, en vue d'améliorer la sécurité juridique des administrés. Amené à statuer sur des projets de loi poursuivant cette vocation, le Conseil constitutionnel a reconnu l'existence d'un principe constitutionnel de clarté de la loi, ainsi qu'un objectif à valeur constitutionnelle d'intelligibilité et d'accessibilité de la loi (Décision n° 2003-473 DC du 26 juin 2003, concernant la loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003 autorisant le Gouvernement à simplifier le droit).*

*La simplification du corpus législatif suppose, non seulement d'améliorer la qualité des normes en vigueur ou en préparation, mais également d'abroger ceux des textes législatifs qui sont aujourd'hui inappliqués pour cause de désuétude.*

*En effet, soucieux d'assurer l'adaptation du droit à l'évolution de la société, notre pays a accumulé les strates législatives au cours des dernières décennies. Ce faisant, il a omis de prendre en compte un souhait de plus en plus affirmé par nos concitoyens, à savoir la suppression des textes qui ne correspondent plus à leurs besoins actuels, et dont le maintien est de nature à les induire en erreur ou à rendre plus complexe la compréhension de la loi.*

*Or, la loi du 19 janvier 1942 relative aux biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale, se trouve concernée par cette dernière situation.*

*En conséquence, la présente proposition de loi entend, en vertu du processus de simplification du droit, abroger la loi 19 janvier 1942 relative aux biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale.*

## PROPOSITION DE LOI

### **Article unique**

La loi du 19 janvier 1942 relative aux biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale est abrogée.

Composé et imprimé pour l'Assemblée nationale par JOUVE  
11, bd de Sébastopol, 75001 PARIS

Prix de vente : 0,75 €  
ISBN : 2-11-121430-2  
ISSN : 1240 – 8468

En vente à la Boutique de l'Assemblée nationale  
7, rue Aristide Briand - 75007 Paris - Tél : 01 40 63 00 33